

PAS DE GOUVERNANCE SANS LE CONTREPOIDS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE. UN COUPLE AGO-ANTAGONISTE DONT LES INFÉRENCES SOCIO- POLITIQUES POURRAIENT ÊTRE DÉCISIVES.

NO GOVERNANCE WITHOUT THE COUNTERBALANCE OF THE CIVIL SOCIETY. AN AGONISTIC ANTAGONISTIC PAIR WHOSE SOCIO-POLITICAL INFERENCES COULD BE DECISIVE

Élie Bernard-Weil, Professeur au Collège Hospitalier Pitié-Salpêtrière

Adresse : Service du Dr Gilles Robert, Fondation A. de Rothschild, 26-29, rue Manin, 75019, Paris

Résumé – *Pour la science des systèmes ago-antagonistes, aucun terme unique ne peut, à lui seul, définir un thème de la science des systèmes. De même que le terme de complexité nous paraît dépourvu de sens s'il n'est pas associé à celui de simplicité, la gouvernance doit être abordée avec l'aide d'un couple ago-antagoniste (c'est-à-dire associant conflit et coopération) qui comprend d'une part la gouvernance proprement dite, envisagée sous l'angle des structures socio-politiques (en n'oubliant pas que le gouvernement central et les collectivités locales, donc décentralisées, constituent elles-mêmes un couple ago-antagoniste) et d'autre part la mise en question permanente de cette gouvernance par la créativité spontanée de la société civile. De la même manière, nous avons montré, à l'inverse, l'insuffisance du dogme de l'auto-organisation tant qu'elle n'était pas associée au concept d'hétéro-organisation. C'est la condition absolue pour que les systèmes socio-politiques deviennent ce qu'ils sont encore loin de constituer, c'est-à-dire un type d'organisation ayant quelques caractères communs avec les systèmes vivants – en se persuadant que nature et culture, en dépit de leurs différences et de leurs autonomies respectives constituent aussi un couple ago-antagoniste.*

Summary – *For the science of the agonistic antagonistic systems, any sole term cannot define a topic studied by the systems science. As the same as the term of complexity seems to us to be devoid of meaning if it is not associated with the term of simplicity, as the same the notion of governing alone has to be considered in the frame of an agonistic antagonistic couple (id est by combining conflict and cooperation). Such a pair is constituted by the so-called governing, considered under the form of socio-political structures (by not forgetting that central government on one part and local, then decentralized collectivities on the other part, already constitute themselves an agonistic antagonistic pair) and by the permanently contestation of this governing by the spontaneous creativity of the civil society. Exactly in the same manner we have demonstrated, inversely, the precariousness of the concept of self organization as long it is not combined with the concept of hetero-organisation. It seems to be there an absolute condition for socio-political systems to become what they are far to realize at the present time, id est a type of organization which has some common features with the living systems – because nature and culture, despite their differences and their respective autonomies, constitute also an agonistic antagonistic couple.*

Conserver les régions européennes face aux États-Nations, ou ces derniers face à l'Europe, ou celle-ci face à la mondialisation, voilà un programme de **gouvernance** qui devrait être prioritaire et pour laquelle la science des systèmes, et particulièrement la science des systèmes ago-antagonistes, devrait pouvoir jouer un rôle de premier plan. Pour autant, il ne faut pas oublier les **sociétés civiles** correspondantes, celles qui se développent au niveau mondial, mais aussi la société civile européenne, les sociétés civiles des États-nations comme celles des régions. Il paraît difficile de légiférer et de faire vivre un ensemble ainsi structuré, ou même il semblerait sans doute souhaitable d'y renoncer comme s'il s'agissait de la quadrature du cercle ! En fait, ces « acteurs » se répartissent fort bien dans des réseaux ago-antagonistes qui, de plus, constituent

selon nous des modèles de la vie (ou de la viabilité des systèmes) – étant entendu que les **sciences de la vie biologique** ne doivent avoir aucune prééminence sur les **sciences de la vie culturelle, économique et socio-politique**, même si l'on a eu le tort de réserver la notion de viabilité à ce qui relève de la biologie, sauf exceptions notables.

Voici un exemple de ces réseaux : il s'agit de ce que nous appelons un réseau ago-antagoniste minimum (RAAM) qui conjoint deux modèles ago-antagonistes élémentaires. Il illustre ici la solution du problème posé par le maintien des États-Nations au sein d'un ensemble dont les parties de l'ensemble doivent garder leur autonomie ou leur personnalité tout en leur permettant de constituer une unité globale. Par exemple, un modèle associant seulement la Communauté européenne et les États-Nations reste valable, mais il est préférable de le « compliquer » comme nous l'avons fait. Fractalement, ou holographiquement, le réseau est construit sur le même plan que les modèles élémentaires qui les constituent. Il y a un problème concernant la coexistence, les synergies et les oppositions dans chaque État-Nation, mais le problème fonctionnel se posera à nouveau dans les mêmes termes au niveau du système plus global de l'Europe. Il est évident que la façon dont pourrait être résolu le problème de l'équilibration entre État et société civile dans l'État-Nation (en n'envisageant que le couple de droite) sera quelque peu différente si on y associe, dans un couple ago-antagoniste à quatre termes, le problème de l'équilibration entre la société civile européenne et la Communauté politique européenne ; on pourrait intégrer ce RAAM dans un réseau plus étendu, mais toujours en respectant le même type de modélisation¹ qui accorde un certain degré d'autonomie mais aussi de participation à des tâches communes pour certains des éléments).

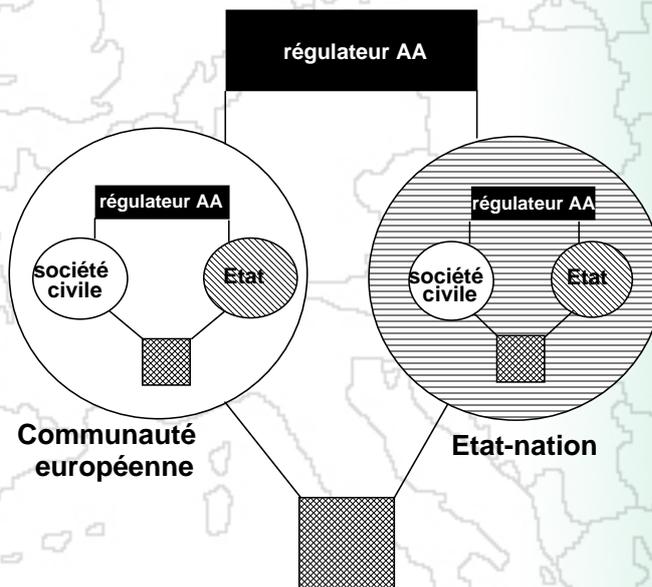


Figure 1

À noter que nous avons proposé un modèle mathématique qui permet de simuler les problèmes posés par ce type de structure – qu'il s'agisse d'un modèle élémentaire, d'un RAAM ou de réseaux plus complexes). Signalons que des travaux parallèles sur des thèmes similaires ont été aussi entrepris pas

¹ BERNARD-WEIL, Élie, (2002), *Stratégies paradoxales en biomédecine et sciences humaines*, L'Harmattan, Paris.

Emmanuel Nunez² (stratégies d'adaptation à l'environnement) et par Gérard Donnadiou³(modélisation de la complexité).

Une recherche qui nous a paru aussi se rapprocher de ce qui peut apparaître dans ce schéma dynamique est celle exposée par Ulrich Beck⁴. Plus exactement, il semble que chacun des auteurs, Beck ou moi-même, ont pu bénéficier du travail accompli par l'autre, en dépit de l'indépendance de ces auteurs jusqu'à ce qu'ils aient pris connaissance de leurs œuvres respectives (je ne parle qu'en mon nom !).

Cet auteur peut être abordé de bien des façons, sociologiquement, politiquement, mais on appréciera particulièrement le recours à des illustrations qui ne font pas habituellement partie des ouvrages sur ces thèmes.

Ainsi, il réfléchira à la Controverse de Valladolid, en 1550, qui a opposé Juan Ginès de Sepulveda et Bartholomé de Las Casas : deux opinions s'affrontent, soit les Indiens d'Amérique sont **différents et inférieurs** aux conquérants espagnols (pour Sepulveda), soit les Indiens sont tout le contraire, **semblables et égaux** aux seconds (pour Las Casas). On aurait évidemment tendance à choisir la seconde opinion, celle de l'universalisme ethnocentrique du second, et de rejeter le racisme de Sepulveda. Et on aura tort, selon le socialiste Ulrich Beck ! L'opinion la plus respectueuse vis-à-vis des Indiens est de conclure qu'ils sont **à la fois différents et égaux** – ce qui serait aussi une conclusion inférée à partir de la science des systèmes ago-antagonistes pour tout couple appartenant à cette science.

Le ton est donné. Il est évident que Beck refusera de s'aligner sur les positions du philosophe Habermas qui développe apparemment l'idée d'un euro-fédéralisme assurant sa **primauté uniformisante**, mais risquant d'exercer **un effet nivelant** sur les États-Nations. Et Beck d'exprimer en une phrase ce qui peut encore paraître un non-sens à beaucoup de ceux qui ont été formés (exclusivement) par la pensée unique dominante, celle qui « sursaute » à la moindre contradiction : « la cosmopolitisation... c'est la reconnaissance constitutionnelle de l'altérité des autres ».

Aussi surprenant, et sans doute choquant pour certains, sa **critique de l'altermondialisme** qui, au lieu de permettre la résistance à la mondialisation, « ne fait que l'accélérer et la légitimer » (p. 516). Beck ne sait sans doute pas que l'on retrouve cette alternative au cours du traitement de certaines pathologies médicales : dans ces cas, les thérapeutiques unipolaires sont rapidement identifiées par l'agent de la maladie qui va alors se livrer à des stratégies, parfois entièrement nouvelles pour lui, créées de toutes pièces, pour rendre inopérantes les thérapeutiques dirigées contre cet agent, ou même parfois pour les retourner contre les cellules saines !

Ainsi, ce que nous appelons l'**homéostasie pathologique** où se manifeste le *conatus*, la persévérance d'un système biologique déséquilibré pour rester en l'état, va se retrouver chez les apprentis sorciers de la politique (l'enfer est pavé, dit-on, de bonnes intentions). Comme Beck y insiste, les résistances à la mondialisation « trouvent leur place *au sein* de l'horizon du régime cosmopolitique » et mettent en évidence le point essentiel que voici : « un dehors du régime cosmopolitique, qui permette d'interroger celui-ci de l'extérieur, n'est ni pensable ni en vue » (p. 528).

Tout ce qui est écrit par cet auteur peut ainsi être légitimé par la science des systèmes ago-antagonistes, quoique cette dernière puisse se permettre certaines critiques somme toute mineures, dues peut-être à l'ignorance par cet auteur des travaux portant sur la science des systèmes ago-antagonistes. Mais comme Beck a retrouvé par lui-même un grand nombre des caractéristiques de cette science, et qu'il nous a

² NUNEZ, Emmanuel, (1985), *Stratégies d'adaptation à l'agression des domaines biologiques, psycho-cognitifs, sociologiques et technologiques*, p. 119-124, Actes du 14^e Congrès International de Cybernétique, Association internationale de cybernétique, Namur.

³ DONNADIEU, Gérard et KARSKY, Michel, (2003), *La Systémique, penser et agir dans la complexité*, Liaisons, Paris.

⁴ BECK, Ulrich, (2003) *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Aubier, Paris.

ainsi permis d'établir de nouveaux parallèles entre biologie et culture, nous n'insisterons pas sur des points éventuellement divergents.

Il y a même chez Ulrich Beck une reconnaissance, quoique encore implicite ou non consciemment exprimée, de ce que nous appelons le **non-modèle** : sa critique des « belles » formules comme l'autofondation ou l'autolégitimation – des formules un moment portées au nues par la science des systèmes – semble devoir déboucher non pas sur une autojustification des « droits de l'homme » mais sur l'affirmation évidente que ces droits ne sont pas l'œuvre d'un « modèle » : l'erreur logique serait de penser que ce dernier puisse mettre en jeu des mécanismes qui, ainsi, n'auraient pas d'autres sources que le « modèle » lui-même (nous avons suffisamment dénoncé par ailleurs les impasses de ce qui a nom « constructivisme » pour ne pas surenchérir à ce propos !).

Pour rétablir la « distance » avec tous ces « auto-s », disons qu'ils ont été créés ou inventés non par quelque modèle que ce soit, mais au cours d'un passage obligatoire vers ce non-modèle que nous tentons, avec encore un succès limité, mais croissant, de (ré)introduire dans la rationalité actuelle – une rationalité qui se trouve effectivement amputée du non-modèle depuis plusieurs siècles.

Enfin, le lecteur de cette communication voudrait sans doute bien que je donne un aperçu des conclusions et des stratégies proposées par cet auteur dans le but de **faire coexister la mondialisation avec de nouveaux types d'« étaticité » nationale**. Même si Beck se concentre plus sur l'équilibrage entre mondialisme et États-nations, que sur le rôle attribué aux sociétés civiles (cf. *infra*), il arrive cependant à une définition acceptable de la nouvelle étaticité. Selon nous, elle ne peut s'établir d'un seul coup⁵, sortant comme Minerve toute armée du crâne de Jupiter, sinon peut-être comme une formidable intuition dont il va falloir ensuite dérouler les termes qui la préciseront (au risque de la rigidifier).

Quand se forme un couple tel que celui associant cosmopolitisme et étaticité nationale, il y a un échange de flux et de changements adaptatifs tel qu'ils puissent assurer la conformité aux normes antagonistes et agonistes que le nouveau couple ago-antagoniste entendra s'imposer : « Gouverner [il s'agit du fonctionnement de l'État national un fois qu'il a initié ce processus de couplage avec le cosmopolitisme] emprunte des configurations de plus en plus complexes où les acteurs et les institutions privées, leurs compétences et leurs ressources se répartissent sur plusieurs niveaux et par delà plusieurs frontières ».

Étant donné que Beck a cru un moment nécessaire d'accorder une priorité au **possible**, c'est-à-dire au cosmopolitisme, par rapport au **réel** de l'orthodoxie nationale⁶, il va appeler à la rescousse Thomas Hobbes et son livre célèbre sur la politique, *Le Léviathan* – afin de corriger ce qui aurait pu nous apparaître comme une déviation passagère au cours d'un cheminement ne perdant heureusement jamais de vue le terme vers lequel il tend.

Hobbes l'aide à provoquer une sorte de verrouillage de la fermeture nationale sur elle-même qui caractérise selon lui tout système souverain (p. 464) – un verrouillage imposée par l'**ordre national** qui est le seul à pouvoir s'opposer à l'**ordre naturel** de la guerre de tous contre tous (précisons que le « verrouillage d'une fermeture », est, grammaticalement en tout cas, une ouverture, mais deux négations valent parfois plus qu'une affirmation, elles apportent une dynamique interne qui peut disparaître dans l'emploi d'un seul terme !).

⁵ Je crois qu'il faut distinguer le tout début de la création d'un couple ago-antagoniste qui se fait dans l'instant, et « plus » que dans l'instant, puisque cette création aurait lieu dans le non-modèle des modèles ago-antagonistes, où les concepts de temps et d'espace n'ont plus cours. Il faut donc distinguer ce début intemporel de ce que l'on peut considérer comme le processus d'installation de ce couple dans le temps et l'espace du modèle.

⁶ Une priorité justifiée, en un sens, du fait que la théorisation et la mise en pratique du cosmopolitique sont en retard sur celle des États, mais une priorité qui doit ensuite disparaître à mon sens quand les deux instances auront constitué un système bipolaire en état de marche !

Toujours est-il que, selon Beck, l'on comprend mieux, avec l'optique hobbesienne, ce qui est survenu en septembre 2001 : « L'ordre civilisationnel de la souveraineté nationale est aboli par le fait que l'humanité est [devenue] un "prédateur" pour elle-même [à la suite du terrorisme international qui entraîne donc une **involution**, prévue par Hobbes, **du principe de légitimation propre à l'ordre national**] ».

Ainsi doit s'instituer dès à présent le **nouvel ordre inter-étatique** qui tire sa **légitimité cosmopolitique** de la conjuration préventive de ce qui menace l'humanité (il s'agit donc d'un nouvel ordre mais d'un ordre qui, encore une fois, doit préserver la notion d'étaticité nationale en dépit de la parabole hobbesienne).

Beck peut alors envisager **les interconnexions entre le cosmopolitisme, les États, la société civile et le capital** : elles n'ont pu être finalement évitées dans l'exposé, parfois à tendance partielle ou déséquilibrée, des deux premiers pôles en question. Ou encore, la figure 1 prend en compte la société civile, mais non le capital, et cette absence s'accorderait avec le point de vue de Beck sur le capital (cf. *infra*).

Comment envisager les interactions entre ces quatre items (six en fait puisque « société civile » et « capital » peuvent être dédoublés : nationaux et cosmopolitiques), au cœur même du thème de notre communication ? Par le biais du **méta-jeu** et des **deux modernités** : en effet, les quatre concepts énumérés ci-dessus, et les réalités qu'ils recouvrent, impliquent en effet le concept de **méta-jeu** de la politique mondiale, et ils doivent être envisagés aussi sous l'angle des deux modernités en question. Quant au terme de méta-jeu, que nous conserverons comme tel, il correspond visiblement au modèle sous-jacent aux descriptions et stratégies de l'auteur – **un modèle qui, en fin de compte, s'inscrit assez bien dans le phylum ago-antagoniste** (pour ménager les susceptibilités, on pourrait aussi bien dire : une modèle qui appartient à un phylum où l'on trouve aussi la science des systèmes ago-antagonistes !).

Au **crépuscule** de l'ère nationale et à **l'aube** de l'ère cosmopolitique, l'action politique obéit à deux mises en scène, comme si deux troupes d'acteurs différents donnaient des pièces différentes, mais le drame qui s'achève et celui qui s'ouvre s'imbriquent étroitement.

La première Modernité, c'était le scénario unique dans lequel les États nationaux et le système des relations internationales entre États déterminait l'espace collectif de l'agir politique.

Il est remplacé, dans **la seconde Modernité**, par un **méta-jeu** de pouvoir plus complexe, **associant** donc les États, les acteurs de l'économie mondiale et les acteurs de la société civile mondiale, tandis que les fondements de ces États deviennent eux-mêmes l'enjeu de stratégies de pouvoir pour la politique et l'économie mondiales. « La politique s'affranchira des frontières et des États, avec pour conséquence l'apparition de nouveaux rôles, de nouvelles ressources, de règles inconnues, de nouvelles contradictions et de nouveaux conflits » [plutôt que d'un affranchissement, « recomposition » serait le mot juste, d'autant que la perspective mondialiste est toujours apparue de ci de là tout au long de l'histoire : par exemple, pour n'en donner qu'un, la Bible est loin de ne concerner que l'histoire du peuple hébreu. À cet égard, on oublie trop souvent de citer des textes tels que : « Et toutes les nations de la terre seront bénies par ta postérité, parce que tu as obéi à ma voix » (à propos du « sacrifice » d'Isaac, Ex., XXII, 18), ou encore : « ... et toutes les familles de la terre seront heureuses par toi et ta postérité (à propos du « rêve » de Jacob, Ex., XXVIII, 14)].

Voilà donc, de la part de Beck, une définition du méta-jeu⁷ qui s'approche et s'éloigne tout à la fois de la science des systèmes ago-antagonistes, puisqu'il tend à congédier d'abord l'un des pôles d'un couple appartenant à ces systèmes (les États-nations) avant de les réintégrer tous deux dans un jeu dynamique dont la vraie nature reste encore imprécise [quoique nous (c'est-à-dire les membres de l'AFSCET qui ont contribué au développement de la science des systèmes ago-antagonistes) pourrions en dire beaucoup sur ces « règles inconnues » !].

⁷ De plus, le méta-jeu ne doit pas être confondu avec le non-modèle de la science des systèmes ago-antagonistes. Il correspond en fait au régulateur (le *pneuma*) qui équilibre (dans les bons cas) les couples en question

Beck précise d'ailleurs que les joueurs du méta-jeu ne sont pas donnés en tant que tels, c'est le méta-jeu qui fait d'eux des joueurs (et inversement, pourrait-on compléter, mais il serait inconvenant de faire la leçon des « hiérarchies enchevêtrées » à qui renouvelle les bases de la sociologie avec courage, détermination et selon un type de réflexion très personnel).

Le passage à la seconde Modernité, pour Beck, a donc lieu sous un éclairage ambigu, celui de la **double contingence** : les formes d'organisation, les institutions fondamentales, les anciennes règles du jeu ne sont plus clairement définies, elles sont enfreintes, modifiées, négociées au cours du jeu. Le méta-jeu antérieur prévoyait un perdant et un gagnant, maintenant **il est permis, selon Beck, de penser un jeu où tous les joueurs pourraient être gagnants** (les États aussi bien que la société civile mondiale ou l'économie mondiale). Le lecteur fera aussi le rapprochement avec le livre de Dominique Bidou⁸ qui a été la base de son exposé en nos murs.

Le concept de méta-jeu permet de mieux définir les anciens et les nouveaux types d'organisation qui pourraient s'y substituer. Voici une liste des développements portant sur ce point :

1°) Par exemple, l'**État social** ne sera plus celui que l'on aura connu, tentant d'atteindre une égalité sociale maximale sous forme d'homogénéité nationale.

2°) Il en est de même pour l'**État néo-libéral**, où la modification des règles ne peut être imposé que par le capital, établissant une inégalité radicale qui doit trouver son contre-pouvoir. Beck pose à ce propos le problème de la **dé légitimation des inégalités globales entre les États** : « Quelle succession de stratégies peut permettre aux États victimes de gravir pour ainsi dire échelon après échelon l'échelle qui les mènera au rôle de participant actif à la politique mondiale, ce qui les mettrait en même temps en mesure de régler leurs problèmes nationaux en ayant également recours à l'action globale ? ».

Une telle évolution serait **entravée** par le néo-libéralisme du monde des États : il existe donc bien un **malentendu néo-libéral de la mondialisation** qui prêche la dissociation de l'économie mondiale et de la politique. Qui plus est, Il faudra s'opposer aux stratégies du capital qui peut chercher à fusionner avec l'État sous la forme de l'État néo-libéral. Le capital invoque à ce propos une auto-légitimité et une auto-régulation (eh oui ! n'y aurait-il pas de mauvais usage de la systémique ?) qui serait le moteur et le résultat de cette confiscation de l'État par le capital.

3°) Ce contre-pouvoir peut-il être constitué par la **société civile mondiale** ? Oui, car ce pouvoir qui repose sur la figure du consommateur peut être fatal pour les intérêts du capital.

Même au faite de leur puissance, **les groupes mondiaux ne peuvent pas licencier les consommateurs**. La société de consommation est en fait la société civile mondiale réellement existante qui ignore les liens territoriaux, locaux et contractuels. Toutefois, les limites du contre-pouvoir de la société civile mondiale sont celle de sa capacité à s'organiser et à capter suffisamment l'attention publique.

Le seul **argument économique** ne suffit pas à épuiser le rôle joué par la société civile mondiale. « La prise de conscience des normes mondiales, qui fonde l'agir politique, est pour ainsi dire un sous-produit de leur propre violation » (p. 96). Et précisément, la société civile mondiale va jouer un rôle de plus en plus important dans l'établissement de ces normes.

« Ce que prouvent au moins trois indices : l'institutionnalisation d'une morale globale de l'Holocauste, l'existence d'organisations gouvernementales et de tribunaux supranationaux et, enfin, l'existence d'organisations non gouvernementales » (p. 100). Il ne s'agit pas tant d'une conséquence de la mise en réseau du monde, il s'agit de l'apparition d'une sensibilité et d'une moralité cosmopolitiques du fait qu'il devient **impossible de séparer sa propre survie de celle de tous**. Ces normes expriment le rôle joué par les « droits de l'homme » dans l'esprit public, mais certains d'entre eux n'ont réussi à se constituer qu'a posteriori, en raison même de leur violation. **L'anticipation de ces droits de l'homme à l'échelle mondiale** peut être considérée comme une Nouveauté (selon Hannah Arendt) : « Si le sens de la politique

⁸ BIDOU, Dominique, (2004, deuxième édition), *Tous gagnants. La dynamique du développement durable*, Ibis Press, Paris.

est la liberté, écrit-elle, alors cela signifie que dans cet espace – et dans aucun autre – nous avons effectivement le droit d’attendre des miracles. Non parce que nous serions enclins à croire aux miracles, mais parce que, les hommes, tant qu’ils peuvent agir, sont en mesure de réaliser l’improbable et l’imprévisible, et qu’ils le réalisent sans cesse, qu’ils le sachent ou non »⁹.

En outre, la société civile mondiale relativise la souveraineté des États reconnus en droit international et anticipe, normativement, juridiquement et politiquement, l’État cosmopolitique. Si bien que des propositions qui auraient été considérées il y a quelque temps comme illogiques (pour ne pas dire plus) prennent aujourd’hui un sens évident, telles que « la politique extérieure de l’intérieur » et « la politique intérieure de l’extérieur » (p. 145). Dire que la société civile « relativise » et « anticipe », c’est déjà une approche de nos réseaux ago-antagonistes où sociétés civiles nationales et internationales, États nationaux et État cosmopolitique s’intègrent à l’image de ce qui a été représenté dans la figure 1.

D’innombrables nouveaux problèmes se posent, tels que l’absence de parallélisme entre l’évolution des sociétés civiles nationales les unes par rapport aux autres, et de celles-ci par rapport à une société civile mondiale en train de se constituer – ce qui peut donner lieu à des conflits, touchant par exemple à l’interprétation des droits de l’homme tant qu’en sera contestée une définition universelle.

Là encore, il peut se produire des **effets pervers de la trans-nationalisation de la société civile**. « La revendication universelle des droits de l’homme peut se conjuguer avec les objectifs désuets de la politique impérialiste (p. 148) et se comporter comme un cheval de Troie du faux cosmopolitisme. Les prophètes du marché mondial et les David des droits de l’homme rencontrent le succès en agissant au niveau global, un succès qui peut impliquer un effet de sappe sur les structures nationales et territoriales ». Et l’on peut aussi déplorer qu’au nom des droits de l’homme, on voie s’établir une sorte de « **humanisme militaire** » dont l’association avec les activités d’organisations non gouvernementales sera éventuellement à l’origine d’événements « imprévisibles » – mais pas dans le sens où en parlait Hannah Arendt (cf. *supra*) ! Un autre type d’occurrence à éviter tiendrait au fait que des formes militantes de la société civile mondiale chercheraient à fusionner avec les États nationaux sous une forme cosmopolitique d’étaticité, en se nimbant d’une aura de morale globale !

À un autre stade de sa réflexion, et peut-être trouvant ici sa place, à côté du rôle de la société civile, ou prétendant même la représenter, Beck envisagera l’intervention de « **partis nationaux de citoyens du monde** ». Leur place dans l’économie globale de la mondialisation, voire tout simplement la nécessité de leur existence, pose de nombreux problèmes, que Beck n’esquive pas d’ailleurs. En effet, ces partis défendraient « des intérêts transnationaux sur le plan transnational, mais aussi, justement, au sein même des scènes politiques des États nationaux » (p. 487). Ce sont donc « des partis mondiaux au sens où ils ne peuvent être possibles que comme partis multinationaux » (p. 488) ! J’avoue que je demande un peu à réfléchir !

Dans le même sens irait le vœu de Jürgen Habermas qu’une représentation de « deuxième niveau », celle des citoyens du monde, vienne compléter l’Assemblée générale des Nations-Unies (p. 98). Là encore, je suis un peu surpris : **le propre d’une société civile, nationale ou mondiale, ne serait-ce pas de garder ses distances avec les institutions politiques** – ce qui ne l’empêcherait pas bien au contraire d’exercer un pouvoir de contrôle ? Encore une fois, nous avons la preuve que l’affirmation développée dans notre communication (c’est-à-dire celle de l’existence de couples ago-antagonistes formés par la société civile et l’État, qu’il soit régional, national ou mondial) n’est pas évidente pour certains de nos meilleurs esprits !

Cf. à ce propos la figure 1 où l’on voit que l’**hétérogénéité** des constituants du système, garantie par la « division constituante », est l’une des clés d’un fonctionnement harmonieux et fécond des structures ago-antagonistes.

Beck en vient à se demander si l’**État-nation** lui-même pourra réagir contre le pouvoir économique – à la fois national et mondialisé ? Comment pourra-t-il transformer le jeu du « tout-le-monde perd-au

⁹ Liberté, improbabilité, imprévisibilité, ces termes, associés à la nouveauté (et donc à la créativité) sont précisément ceux qui, pour nous, caractériseraient le non-modèle des modèles « universels ».

jeu » en jeu où « tout-le-monde-gagne », comment répondra-t-il au défi de la mondialisation économique et culturelle et surtout comment arrivera-t-il à **se transformer de lui-même** ?

Quels seront les « principes démocratiques » de la deuxième Modernité ? La réponse ne peut être donnée que par les acteurs et elle est déjà en cours : les rénovateurs de la démocratie sont déjà constitués par une **symbiose entre la société civile (nationale) et l'État-nation**, indispensable pour la naissance de l'État cosmopolitique (avec sa société civile cosmopolitique qui doit l'accompagner).

Toutefois, cette symbiose doit être accompagnée d'une auto-transformation¹⁰ de l'État, comme il a été dit, qui est devenu une entité contingente et politiquement modifiable : ce processus implique pour Beck la **transnationalisation des États** – mais des États qui restent, si j'ose dire, en état. Nul doute que la science des systèmes ago-antagonistes ne permettent d'aider à cette tâche !

5°) Le problème est qu'il existe de **fausses stratégies de transnationalisation**, dont nous avons vu déjà certaines manifestations. En voici de nouvelles : certains États utilisent l'Europe, l'OTAN ou l'OMC surtout comme des moyens de déjouer une opposition intérieure.

Ou bien, au contraire, ils arguent de la montée en puissance des structures cités, et des ONG, pour se justifier auprès de ses électeurs, en se dérochant à la responsabilité de leur inaction.

Ou encore, on peut rappeler le faux cosmopolitisme stalinien, mais, ce qui peut paraître plus étonnant, on retrouverait chez Fichte, au début du XIX^{ème} siècle un faux cosmopolitisme de ce type : l'Allemand pouvait prétendre au statut de précurseur cosmopolitique du fait qu'il se serait investi dans une mission nationale et universelle pour la défense des Droits de l'Homme et la création de nouvelles valeurs !

6°) Plus loin, Beck discutera du **nationalisme ethnique**¹¹ qui conduit irrévocablement, lui aussi, à un cosmopolitisme pervers. Il faut en effet se rappeler que, pour la science des systèmes ago-antagonistes, **tout monisme est d'essence totalitaire** et que les dualismes, à condition qu'ils soient inclus dans une unité, peuvent sauver le monde. Ce nationalisme s'inscrit donc dans une dynamique à la fois moderne et atavique, si l'on considère que cette ethnicisation a pu être à l'origine d'une guerre civile d'État (l'État faisant la guerre aux citoyens), de génocides et de diverses actions terroristes, **en coupant l'État de ses racines universalistes** et en refusant l'appoint des minorités. Si bien que les communautés ethniques arrivent à former des réseaux **transnationaux** actifs, pouvant traduire l'apparition d'un internationalisme ethnocentrique (!) (à noter que certains oxymores, tel que le précédent, sont des oxymores dévoyés).

C'est encore un exemple permettant de classer **le bon et le mauvais cosmopolitisme** (dépasser les frontières ne suffit pas, ici le danger est de fusionner un certain nationalisme avec le monde).

7°) Beck subodore enfin les dangers que recèlerait un **État transnational de surveillance** à la Orwell tourné vers la **fermeture**, vers la construction de nouvelles forteresses, et qui refuserait de participer à l'**ouverture** dans le cadre d'une **souveraineté coopérative transnationale**.

Cette dernière est pourtant la voie royale vers la reconnaissance, et la garantie, de la diversité des États acceptant le jeu du cosmopolitisme, tels qu'ils sont définis par Beck (cette critique concerne évidemment le comportement de l'État américain après la destruction des tours de Manhattan). Puisque c'est sa propre trans-nationalité qui aurait été à l'origine d'un tel débat (n'avait-il pas ouvert le jeu en instituant une économie mondiale à son profit ?), cet État ne se résignera pas pour autant à « pactiser » avec la souveraineté coopérative transnationale, retardant ainsi le passage souhaitable vers l'**État cosmopolitique**.

Dans ce cas, l'État transnational de surveillance aura du mal à se métamorphoser et à rompre avec « l'identité nationale et les tabous qui l'accompagnent » (p. 476).

¹⁰ Le terme d' « autotransformation » pourrait être discuté, comme si une thèse constructiviste était reprise par nous. En fait, cette transformation est le résultat à la fois d'une activité spontanée, et d'une prise en compte de la totalité des transformations qui ont lieu dans tous les composants de la société nouvelle (les « hétéro-transformations »).

¹¹ Le terme « ethnique » ne fait pas nécessairement ici allusion à une race,, il peut correspondre à un type de culture.

Mais ces obstacles pourraient disparaître à l'occasion d'un changement dans le comportement de l'État transnational de surveillance (et sans doute du fait aussi d'une certaine pression de la souveraineté coopérative transnationale existante : on peut ainsi interpréter certains événements qui se sont déroulés plus tard dans le cadre de l'ONU). Une interdépendance d'un genre nouveau pouvait en résulter, concernant aussi bien la politique extérieure et intérieure que la sécurité nationale et les coopérations internationales.

Encore une remarque à propos du capital : à ce stade, après la mise en place des acteurs, un premier bilan est autorisé. Cette manière de poser le problème des pouvoirs et des contre-pouvoirs, fait apparaître ce que Beck appelle une **asymétrie de pouvoir de la capacité stratégique**. Le **capital** peut damer le pion à l'**État** et à la **société civile** car il n'a pas besoin de s'organiser en un acteur capitaliste global, **sa place est « vide » à la table du méta-jeu** mais, par cela même, ses possibilités d'action sont immenses.

Pour y répondre les États devraient se départir de leur orthodoxie nationale, s'organiser collectivement, en tout cas mieux que ce n'est le cas à ce jour, pour découvrir leur (contre-)pouvoir dans l'espace trans-national (par une intégration dans les rapports économiques mondiaux et dans les organisations supranationales, y compris l'Union européenne). Il pourrait en être de même pour **la société civile, apportant un atout supplémentaire** pour contenir cette stratégie du capital.

Beck remarque à ce propos que la capacité d'action trans-nationale des États se forme sous le signe d'un consensus obligatoire « qui ne tolère la contradiction et l'opposition que comme des variantes de l'approbation ! » (p. 49), à la différence de la politique volontariste à l'échelon national qui s'y enlise du fait des « interdépendances politiques »

Il est cependant difficile d'aller plus loin, parce que « l'existence présumée du régime cosmopolitique semble être la condition nécessaire à sa réalisation » (p. 54).

Enfin, le système proposé par Beck a-t-il sa place dans la science des systèmes ? Oui, assurément, quoiqu'il y mette un bémol.

Pour lui **les règles du méta-jeu sont encore à venir** et, de plus, il considère que les notions abstraites de « structures » et de « systèmes », qui se « débitent comme champignons moisis dans la bouche » (Hugo von Hofmannsthal) ne sont pas utilisables. **À quelle branche de la systémique fait-il allusion ?** Encore une fois, va-t-on nous reprocher de proposer le livre de Beck comme apportant un modèle valable pour la science des systèmes ?

En fait, malgré ces critiques, tout dans l'ouvrage de Beck ramène, directement ou indirectement, à cette science des systèmes qui renaît actuellement, grâce à un certain nombre de participants à la science des systèmes (ago-antagonistes ?), après ce que j'estime une longue période où elle a été contaminée par un conformisme bien pensant et des pensées uniques longtemps inextirpables (mais n'exagérons pas nos critiques : aller dans les voies interdites ou décevantes à la longue peut représenter une expérience utile pour initier une conversion ou, si ce terme ne convient pas à certains, pour déclencher l'exploration des autres voies qui se présentent).

Il suffit en effet, pour remettre les choses à leur place, de citer quelques lignes qui se trouvent dans le livre de Beck à peu de distance de la désagréable citation qui a pu vous choquer (au moins vous aurez une autre opinion à propos de Hugo von Hofmannsthal après avoir écouté un de ces opéras de Richard Strauss dont il a écrit les livrets, mais ce n'est pas la science des systèmes que critiquait Hofmannsthal et ça serait peut-être intéressant de savoir à propos de quoi il a écrit la phrase litigieuse !).

« Stratégie [écrit Beck] désigne maintenant le rapport interactif de réciprocité et d'antagonisme de la politique mondiale qui s'ouvre et qui se ferme ainsi que de sa dynamique interne, qui résident dans les perspectives d'action, dépendantes les unes des autres, du Capital, des États et de la société civile mondiale (p. 56) ». Ainsi, Beck se présente bien à nous comme un systémicien authentique et digne d'attention, tel que nous l'entendons du moins pour ceux qui ont contribué au développement de la science des systèmes ago-antagonistes (ou qui y participent sans encore le savoir !).

Ce qu'on trouve dans la précédente citation, c'est bien une affirmation qui renvoie à ce qu'il appelle un espace réel de possibilités. C'est pourquoi, **malgré son goût pour la contingence et l'imprédictibilité, il cherche à élaborer une logique du jeu** (du méta-jeu et du jeu des acteurs), basée justement sur « l'interdépendance des perspectives d'action particulières tels que conflits, antagonismes, paradoxes ».

La contingence ne disparaît pas pour autant, et elle se réfugie heureusement (de notre point de vue) dans l'étendue des coups possibles : afin de « percer à jours les causalités réelles, nous en construisons de non réelles » (selon Palonen). Mais justement, c'est bien le travail que la science des systèmes ag-antagonistes peut prendre en charge, en sachant que **derrière la contingence il y a un modèle qu'il faut considérer comme non contingent** (mais modifiable, ou mieux améliorable, en fonction des événements réels qu'il aura l'occasion de modéliser).

De toutes façons, si la connaissance approfondie du méta-jeu est encore à venir, nous pouvons lui en présenter quelques ébauches sur un plateau, qu'il s'agisse des participants aux réunions du groupe « Stratégies paradoxales » de l'AFSCET tels que Béchet, Déchaud, Donnadiou, Le Gallou, Marchand, Nunez, Schmitt,... ou nous-même, pour n'en citer que quelques-uns.

Encore quelques obstacles pour atteindre l'équilibration du cosmopolitique et des États : au reproche de retour à la métaphysique dans le sociopolitique qu'on pourrait adresser à Ulrich Beck, répond très habilement sa dénonciation des erreurs de la science sociale empirique.

Notamment à propos des « **faux indicateurs** » et des évaluations statistiques qui présupposent la distinction maintenant obsolète du national et de l'international (p. 58) [Beck oscille constamment entre, d'une part, la fusion du national et de l'international (au profit du second) et, d'autre part, ce qu'il veut dire ici, avec un langage qui lui est personnel, sur l'unité divisée que ces deux pôles constituent]. Il est vrai que l'optique nationale peut empêcher de voir la réalité cachée (intentionnellement et stratégiquement) de la trans-nationalisation (jusqu'à la moitié du commerce mondial se déroule sous la forme d'un non-commerce intra-entreprise). **Cette mise en cause de ce qu'il appelle « le règne aveugle des faits » concerne aussi, selon nous, la totalité des sciences biologiques ou humaines.**

En fin de compte, l'objet du livre de Beck est donc de proposer une définition, et une illustration, des caractéristiques d'un modèle qui rendrait compte des nouvelles dynamiques à l'œuvre dans les sociétés humaines. C'est dire que bien des obstacles s'élèvent quand on veut définir le nouveau cosmopolitisme, jusqu'à devoir défendre, contre les conceptions de Jürgen Habermas, l'idée qu'une constellation post-nationale **sans contrepoids** puisse mettre en danger la démocratie (p. 64). Il est d'ailleurs bien difficile, même pour Beck, de définir **quels seraient les caractères de la culture transnationale ou cosmopolitique**. « Le concept de culture cosmopolitique contredit toute vision des mondes culturels relativement séparés, où les hommes vivent chacun dans leur coin – sur le modèle de territoires politiquement et administrativement distincts » (p. 62).

Certes ! Mais le **général** et le **particulier** répondent aussi à cette remarque, et pourtant on a depuis longtemps théorisé la dialectique de leur rapport. Et surtout – c'est Beck lui-même qui en a pris heureusement conscience – **le lieu de naissance du cosmopolitique, c'est bien l'État national.**

Il en est de même pour le couple gouvernance versus société civile. Pierre Rosanvallon* a donné un aperçu sur les débats qui se sont déroulés dans les assemblées élues, dès 1789. Alors que les partisans de la démocratie représentative s'opposaient à tout mouvement démocratique émanant directement de la société civile (on peut s'en convaincre en lisant la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, tout en s'étonnant de cette exclusion), d'autres intervenants considéraient que la démocratie « directe » offrait de précieuses garanties (Clermont-Tonnerre, en 1791, avait ironisé à ce propos : « C'est peut-être la plus ingénieuse invention politique que celle d'avoir déclaré souveraine une nation en lui interdisant tout usage de sa souveraineté. Voilà l'effet d'une constitution représentative »). Selon Rosanvallon, « la représentation est tour à tour considérée comme un substitut de la démocratie directe ou une alternative avec celle-ci... Les deux points de vue... n'opposent pas deux camps ou deux théories : ils traversent les mêmes esprits et se retrouvent mêlés dans les mêmes oeuvres » (pp. 16-17). La connaissance de la science des systèmes ago-antagonistes faciliterait, selon nous, l'adoption d'un tel point de vue, qui n'accepterait **aucune prééminence de la démocratie directe ou de la démocratie représentative** pour peu qu'elles puissent être incluses dans un couple ago-antagoniste. Encore faudrait-il que le passage (ou le retour) à la bipolarité intégrale des activités cognitives aussi bien que praxiques recueille l'assentiment du plus grand nombre !

* ROSANVALLON, Pierre, (2000), *La Démocratie inachevée*, Gallimard, Paris.

